

Francophonie : la victoire de Taubira, qui ne supportait pas que l'aéroport de Cayenne s'appelle Rochambeau !

En Métropole, le fait sera passé totalement inaperçu. Pourtant, Mme Taubira a tout lieu d'être fière d'avoir obtenu, après treize ans de combats, que l'aéroport de Cayenne, qui portait le nom de Rochambeau, soit débaptisé et s'appelle désormais Félix Eboué. Rochambeau, Félix Eboué, deux grands noms de l'histoire de France. Alors, pourquoi ce changement obtenu finalement début janvier 2012 de Nicolas Sarkozy, qui préparait son voyage en Guyane, intervenu dans les jours qui ont suivi.

L'aéroport de Cayenne a été créé en 1943 par les USA pour rapprocher leur aviation des côtes d'Afrique ; le nom de Rochambeau lui a été attribué en hommage au maréchal Jean-Baptiste Donatien de Vimeur, comte de Rochambeau, commandant du corps expéditionnaire français durant la guerre d'indépendance américaine et compagnon du Marquis de La Fayette.

Il faut se souvenir que Mme Taubira, qui a passé sa vie à dénigrer – le terme est faible – la France sur les cinq continents, est à l'origine de la loi aussi scélérate que mémorielle de 2001 "tendant à la reconnaissance des traites et des esclavages comme crime contre l'humanité". Fort bien direz-vous. Non. Car cette loi, finement ciselée, évite soigneusement toute allusion à l'esclavage autochtone, institutionnel dans toute l'Afrique pré-coloniale, au négoce lucratif pratiqué par les rois-nègres qui étaient les collecteurs et les vendeurs d'esclaves, à la traite arabe enfin, la plus nombreuse, la plus cruelle et la plus

longtemps, très longtemps, pratiquée... Qui cette loi vise-t-elle exclusivement ? La France, évidemment.

Toujours animée par le seul sentiment qu'elle connaisse, le ressentiment, Mme Taubira, qui a de l'histoire des visions aussi partielles que partiales, a donc entrepris de réclamer aux gouvernements successifs le changement du nom de l'aéroport, au motif que ledit Rochambeau avait participé à la répression de la révolte des esclaves de Saint-Domingue menée par Toussaint-Louverture. Manque de chance, c'est du fils du précédent, le général Donation Marie Joseph de Vimeur qu'il s'agissait ; argument que Mme Taubira balaya d'une main vengeresse en clamant qu'il serait "inconvenant et grossier, à l'égard des Guyanais, de leur histoire – l'esclavage – et des jeunes générations de se livrer à ce jeu familial" ; on notera au passage, encore une approximation, que pour Mme Taubira, l'histoire de la Guyane se confond avec celle de l'esclavage, alors que les Amérindiens, peuples autochtones, n'ont jamais été ni esclaves, ni asservis.

Pour parvenir à ses fins, Mme Taubira n'a pas hésité à faire flèche de tous bois : un concours scolaire est lancé. C'est le nom de Cépérou, chef amérindien du XVII^e siècle, qui l'emporte. Pas bon. car si le mouvement de Mme Taubira, qui lutte inlassablement contre la colonisation française, l'Etat français, les fonctionnaires français, etc., porte un nom amérindien (Walwari = éventail) aucun amérindien ne se reconnaît dans ce mouvement de métis qui ignore que les Amérindiens sont les vrais autochtones alors que les ancêtres noirs et blancs de Mme Taubira et de ses affidés n'ont été que les seconds occupants...; nouvelle offensive en mai 2001, lors du Salon du Livre de Cayenne : aux dires de certains, les écrivains haïtiens – lesquels ? – invités du salon auraient été choqués par le nom de Rochambeau, ce que personne n'avait encore jamais observé jusque là, chez les milliers de Haïtiens qui transitent ou débarquent chaque année à Cayenne.

Que faire ? Mme Taubira s'est alors avisé qu'il serait

souhaitable de mettre à l'honneur un Guyanais trop peu connu, Félix Eboué... Peu connu de qui, on se le demande, puisqu'en la seule ville de Cayenne, sa statue est érigée place des Palmistes, une rue porte son nom, le plus grand lycée de la ville également et qu'une maison-musée lui est consacrée. C'est que ce n'est pas en tant que "petit fils d'esclaves" comme se plaît à le ressasser Mme Taubira (ce dont, à la différence de cette dernière, il ne fit jamais le moindre complexe semble-t-il) que le nom de Félix Eboué est connu et inscrit dans l'histoire de France, mais comme authentique patriote français ; car devenu par son seul mérite administrateur colonial, ce noir gouverna – abomination – pour le compte de la France, diverses colonies, dont la Guadeloupe et la Martinique, et ensuite le Tchad qu'il rallia au général De Gaulle, puis toute l'AEF en qualité de gouverneur général ; il contribua ainsi grandement à la Libération de la France et fut, à ce titre "Compagnon de la Libération".

Et c'est ici que l'on voit toute la perversité de l'entreprise puisque Mme Taubira fait d'une pierre deux mauvais coups en éradiquant du sol guyanais la mémoire de deux pages glorieuses de l'histoire de France : gommer, à travers le nom de Rochambeau, la part prise par la France dans l'accession des USA à l'indépendance, d'une part ; occulter ce qui a été l'honneur de Félix Eboué, son irréprochable patriotisme, en découvrant aussi nouvellement que soudainement en lui un "illustre humaniste guyanais" (!) d'autre part.

Pour avoir su utiliser le candidat Sarkozy, au prix peut-être de la promesse de quelques voix des autonomistes-indépendantistes, pour "dénationaliser" l'aéroport de Cayenne, Mme Taubira aura bien mérité de devenir Ministre de la Justice du gouvernement Hollande-Ayrault.

Mais au fait, Mme Taubira ne peut pas l'ignorer, il y a à Cayenne une rue Christophe Colomb qu'il conviendrait à coup sûr de débaptiser au profit du célèbre empereur du Mali Bakari II qui partit sur l'Atlantique en 1375 avec mille pirogues et

qui fut le premier découvreur de l'Amérique, même s'il réussit, par quel miracle, à éviter les îles du Cap Vert restées désertes jusqu'à leur prise de possession par les Portugais en 1456.

Jean-Pierre Dupont

PS : Mme Taubira, député de la Guyane, ne se représente pas et Walwari ne présentera pas d'autre candidat. Tiens, et pourquoi donc ? Parce que le fond du discours électoral de Walwari est anti-Français, anti-Etat, anti-colonialiste,... difficile à concilier avec l'accession de son éminente présidente aux fonctions actuelles.